Contre le passe sanitaire

Les manifestants ne sont pas en congé

Louis Marceau
redaction@present.fr

PAS DE CONGÉ pour les défenseurs de la liberté : samedi, plusieurs centaines de milliers voire un million de Français ont à nouveau défilé contre l'instauration du passe sanitaire. Tantôt silencieux, tantôt méprisant, le gouvernement a créé malgré lui un mouvement qui est parti pour durer…

La journée du 31 juillet 2021 fera date. Non, les Français n'ont pas – pour l'heure ! – renversé la tyrannie sanitaire, mais ils ont démontré qu'ils allaient lutter jusqu'au bout pour la liberté.

De Paris à Marseille, de Strasbourg à Vannes, en passant par Boulogne-sur-Mer, Amiens, Rouen, Saumur ou Pau, le « passe sanitaire » ne passe pas. 184 manifestations ont ainsi été organisées dans tout le pays, réunissant des centaines de milliers de personnes, voire davantage ! Si le chiffre de 204 090 de la police a été repris par les médias *mainstream*, rebaptisés par les manifestants « médias des milliardaires » sur les réseaux sociaux, il semble en effet que le chiffre réel soit bien plus élevé.

Comme aux grandes heures des Gilets jaunes, ces rassemblements ont momentanément brisé les barrières et rassemblé les Français. Des militants patriotes côtoyaient des sympathisants de gauche, lecteurs de *Présent* et de *Charlie Hebdo* marchaient côte à côte, tandis que de nombreuses familles battaient le pavé pour la première fois, pancartes à la main. A Nice, ce sont les pompiers qui ouvraient le cortège.

Des arrestations

Les opposants au passe sanitaire ne sont ni des fous, ni des égoïstes ni « une frange capricieuse et défaitiste », comme les qualifiait encore le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal le 18 juillet dernier, lors du premier week-end de mobilisation. Pour eux, l'heure est grave et la tension était palpable. Des affrontements entre policiers et manifestants ont eu lieu à Paris, Nantes et Toulouse, entraînant une vingtaine d'arrestations.

Les attaques et intimidations répétées du gouvernement contre une partie de la population n'ont pas éteint l'incendie, mais ont au contraire provoqué un véritable brasier que rien ne saurait éteindre, si ce n'est une improbable volte-face. Rappelons que le 4 décembre 2020, le président de la République déclarait au média Brut qu'il devrait peut-être « faire des choses dures » durant les derniers mois de son mandat « parce que les circonstances l'exigeront », et que cela rendrait impossible le fait qu'il soit candidat à sa réélection. Le passe sanitaire semble correspondre à un tel cas de figure.

Le locataire de l'Elysée, peut-être aussi inquiet qu'au mois de décembre 2018, lorsque les Gilets jaunes étaient à ses portes, n'était toutefois pas chez lui samedi après-midi, préférant le fort de Brégançon. Le président est en vacances mais les Français devraient vraisemblablement poursuivre les actions de contestation, ces prochaines semaines, en plein mois d'août. Du jamais vu !

Si le gouvernement est la cible principale des foules, les grands médias ne sont pas en reste. A Belfort, les locaux de la radio France Bleu ont été ciblés, les manifestants accusant les journalistes d'être « des collabos ». Le traitement médiatique de cette journée de contestation leur donne raison. ◗